

Quand la police fait l'actualité

De la réception à la co-construction
des informations policières par la force publique

Guillaume Le Saulnier, Cérep (URCA) & Carism (Université Paris 2)

Séminaire « Acteurs, pratiques et représentations de la sécurité (XIXe-XXIe siècles)

[Sorbonne Université](#), 10 octobre 2023



2. Relations presse : la communication de l'Intérieur

SONIA FIBLEUIL

PORTE-PAROLE DE LA POLICE NATIONALE

RODÉOS : ALLER AU CONTACT, LA SOLUTION ?

La fabrication du discours institutionnel

Objet : le discours institutionnel de la force publique, matérialisé pour et par les médias d'information.

Projet : examiner ses **conditions sociales d'engendrement**, au prisme des relations presse orchestrées par la police nationale.

Les « **relations presse** » : l'ensemble des techniques de « management de l'information », vouées à influencer le contenu et l'agenda des médias d'information.

Terrains :

- le Service d'information et de communication de la police (SICoP) ;
- l'Ecole nationale supérieure de la police (ENSP).

Une **combinatoire** de méthodes et de corpus

Analyse des **textes prescriptifs** : circulaires, doctrines, guides.

Entretiens et observations auprès des **membres du SICoP**.

Observations directes lors des **formations** en communication.

Analyse statistique de la **base de données** des relations presse.

Questionnement

Comment le SICoP s'est-il imposé comme un acteur et une source de premier plan dans la fabrication de l'information policière ?

Comment la force publique se donne-t-elle à voir ?

Quels segments et événements policiers sont publicisés ? Lesquels sont soustraits à la publicité ?

Quelles sont les fonctions essentielles de la communication ?

**a. La professionnalisation
de la communication**

Récits de crimes et relations presse à la Belle Époque

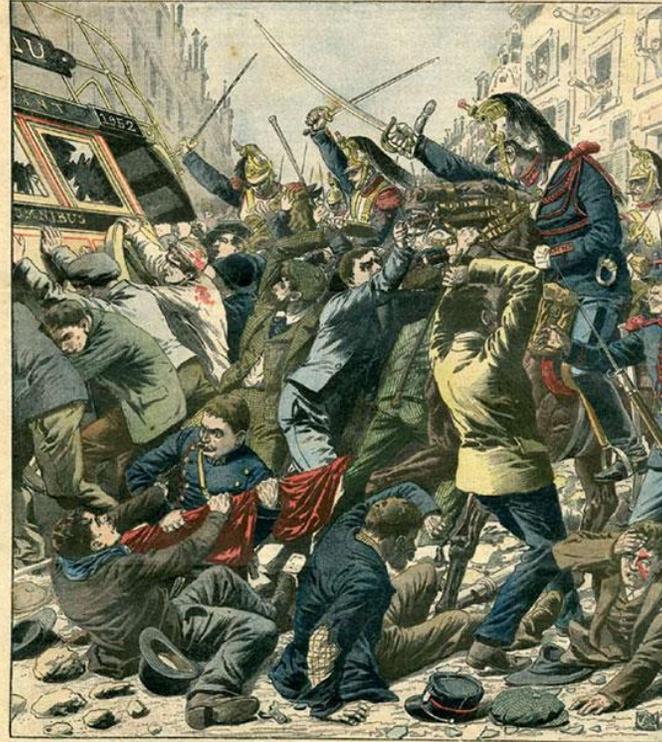
Le Petit Journal
Le Petit Journal 5 CENTIMES SUPPLEMENT ILLUSTRÉ 5 CENTIMES ABONNEMENTS
CHACUN JOUR - 4 PAGES - 5 CENTIMES
Administration: 81, rue Lafayette
Le Supplément illustré
CHACUN SEMAINE 5 CENTIMES
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste
Dix-huitième Année DIMANCHE 20 OCTOBRE 1907 Numéro 883



© Cent ans

L'APACHE EST LA PLAIE DE PARIS
Plus de 30,000 rôdeurs contre 8,000 sergents de ville

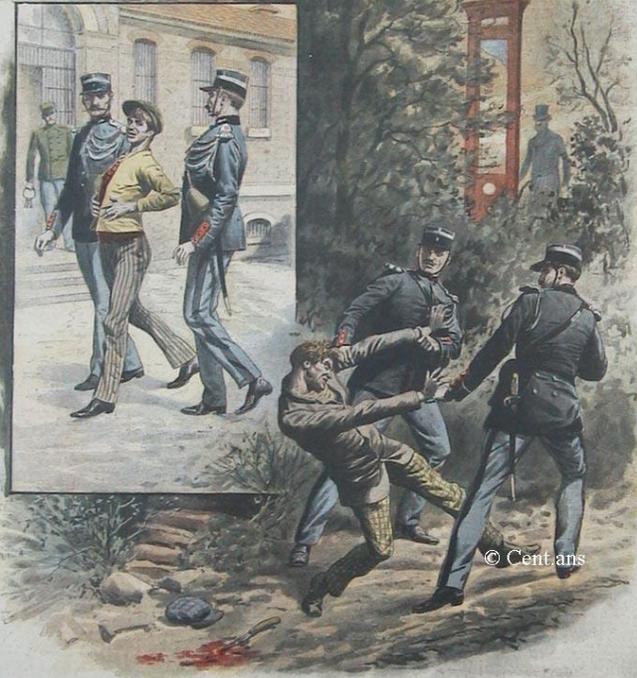
Le Petit Journal
Le Petit Journal 5 CENTIMES SUPPLEMENT ILLUSTRÉ 5 CENTIMES ABONNEMENTS
CHACUN JOUR - 4 PAGES - 5 CENTIMES
Administration: 81, rue Lafayette
Le Supplément illustré
CHACUN SEMAINE 5 CENTIMES
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste
Dix-septième Année DIMANCHE 13 MAI 1906 Numéro 808



© Cent ans

LES MANIFESTATIONS DU 1^{er} MAI A PARIS
Une charge de cavalerie

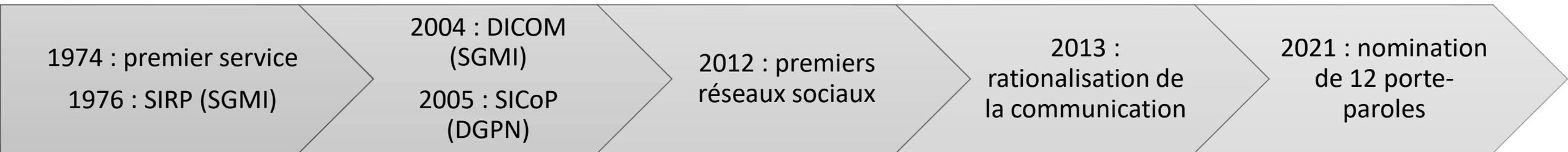
Le Petit Journal
Le Petit Journal 5 CENTIMES SUPPLEMENT ILLUSTRÉ 5 CENTIMES ABONNEMENTS
CHACUN JOUR - 4 PAGES - 5 CENTIMES
Administration: 81, rue Lafayette
Le Supplément illustré
CHACUN SEMAINE 5 CENTIMES
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste
Dix-neuvième Année DIMANCHE 19 JUILLET 1908 Numéro 923



© Cent ans

La prison n'effraie pas les apaches. — La guillotine les épouvante.

L'institutionnalisation de la communication policière



Un service spécialisé ; une diversification des canaux et des formats.
Une autonomisation (toute relative) de la communication policière.
Un renforcement de la position du SICoP dans l'appareil policier.

Les raisons de la conversion

La diffusion de la communication dans les secteurs privé et public.

La « pression médiatique » et la « guerre des images ».

La **consécration de l'insécurité** comme problème public et thème stratégique (Bonelli, 2008).

L'extension du « **populisme punitif** » (Ferret & Mouhanna, 2005).

L'audience et l'influence des **syndicats policiers** et des experts en sécurité.

Le « malaise policier » et les mobilisations policières (Noûs, 2019).

Les indicateurs de la **professionnalisation**

Exhortation et dramatisation.

Accroissement des **moyens** :

- doublement des effectifs du SICoP entre 2008 et 2016 ;
- environ 350 chargés de communication territoriaux.

Spécialisation des activités.

Recrutement de communicants et de journalistes professionnels.

Densification de la **formation** (*media training*).

Constitution d'une « **doctrine** ».

Entre 3.500 et 4.000 **demandes de presse** par an.

« Gagner la *bataille* de la communication »

« Il est grand temps que les responsables locaux de la Gendarmerie et de la Police sortent de l'ombre. Communiquer annuellement vos résultats ne suffit pas. Il faut communiquer mensuellement, personnellement. Il faut présenter au public dans la transparence votre organisation et vos actions. Il faut dans le respect du secret de l'enquête et de l'instruction, prendre la parole dès qu'une belle affaire a été conclue mais également dès qu'une difficulté mettant en cause un policier ou un gendarme survient. Ne vous laissez pas attaquer ou diffamer en silence. Vous le savez le silence médiatique est souvent interprété comme la volonté de dissimuler. À nous de gagner la bataille de la communication ! »

DCSP, « Les chargés de communication de la sécurité publique », note de service à destination des DDSP, 1^{er} octobre 2003.

Une communication étroitement **contrôlée**

Les dispositions législatives et réglementaires.

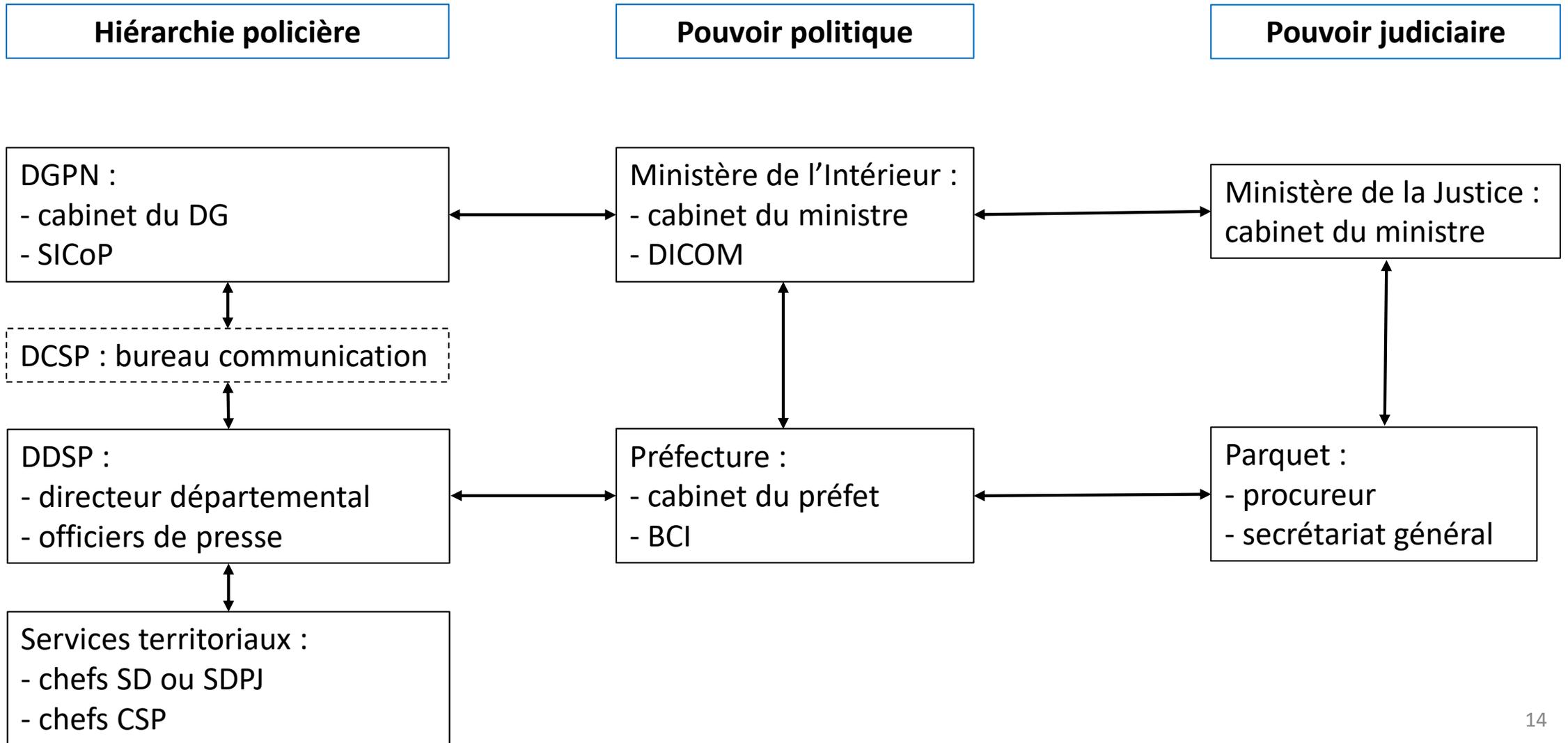
La « **double tutelle** » des préfets et des magistrats.

Une remontée systématique des informations.

Une **validation systématique** des actions de communication.

« On apprend vite ici que tout est sous contrôle. Notre responsabilité est assez proche de zéro. Tout est validé. » (Officier de presse, capitaine, femme, 38 ans, SICoP.)

Des relations presse sous tutelle



**b. Formes et fonctions
du discours institutionnel**

Des **fonctions** étroitement solidaires

La **légitimation** de la force publique, pour (r)établir le **consensus social** autour des politiques et des pratiques policières.

La « **construction de la compétence** », pour (ré)affirmer la professionnalité des policiers et (re)gagner la confiance des publics.

Construire et promouvoir les **problèmes publics** autour de la sécurité, ainsi que les « paniques morales » autour de la déviance.

La **communication** désigne ici une activité discursive et dramaturgique, solidaire des techniques de « **gouvernementalité** » (Foucault, 2004).

L'un des moyens par lesquels la police « fabrique » l'ordre social (Favre, 2009).

Le **corpus** « Infocom »

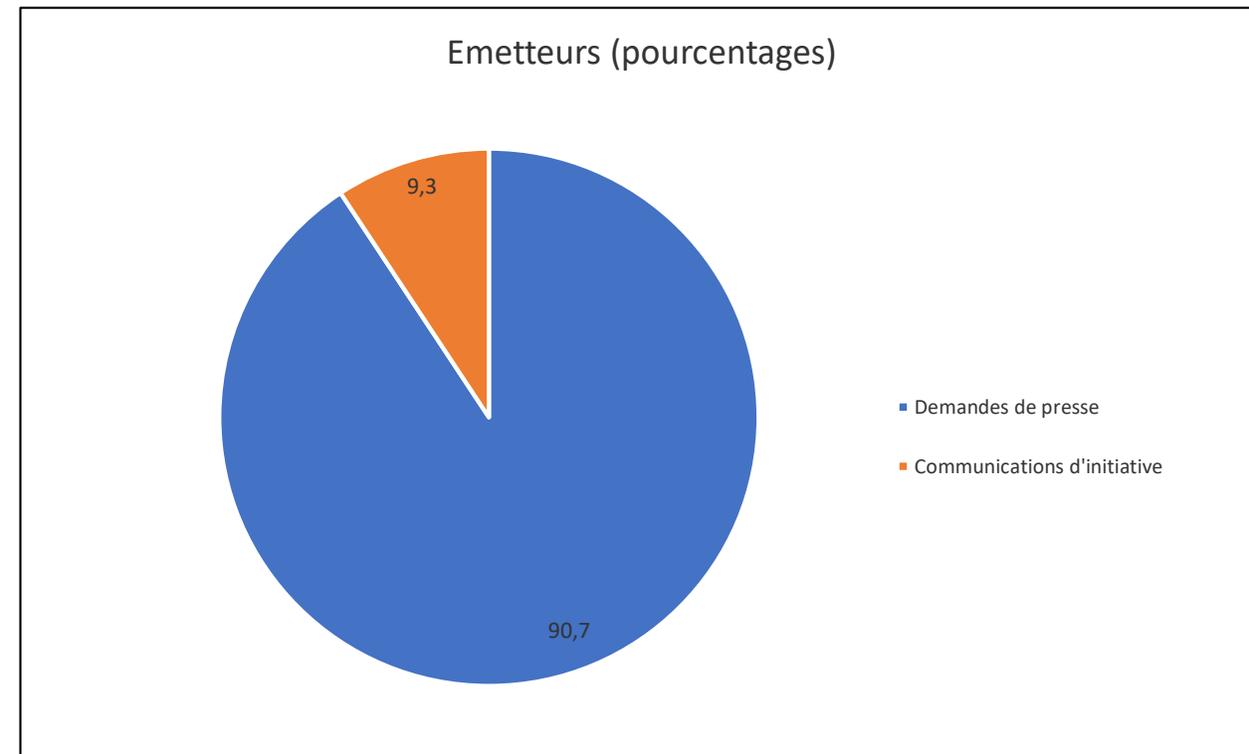
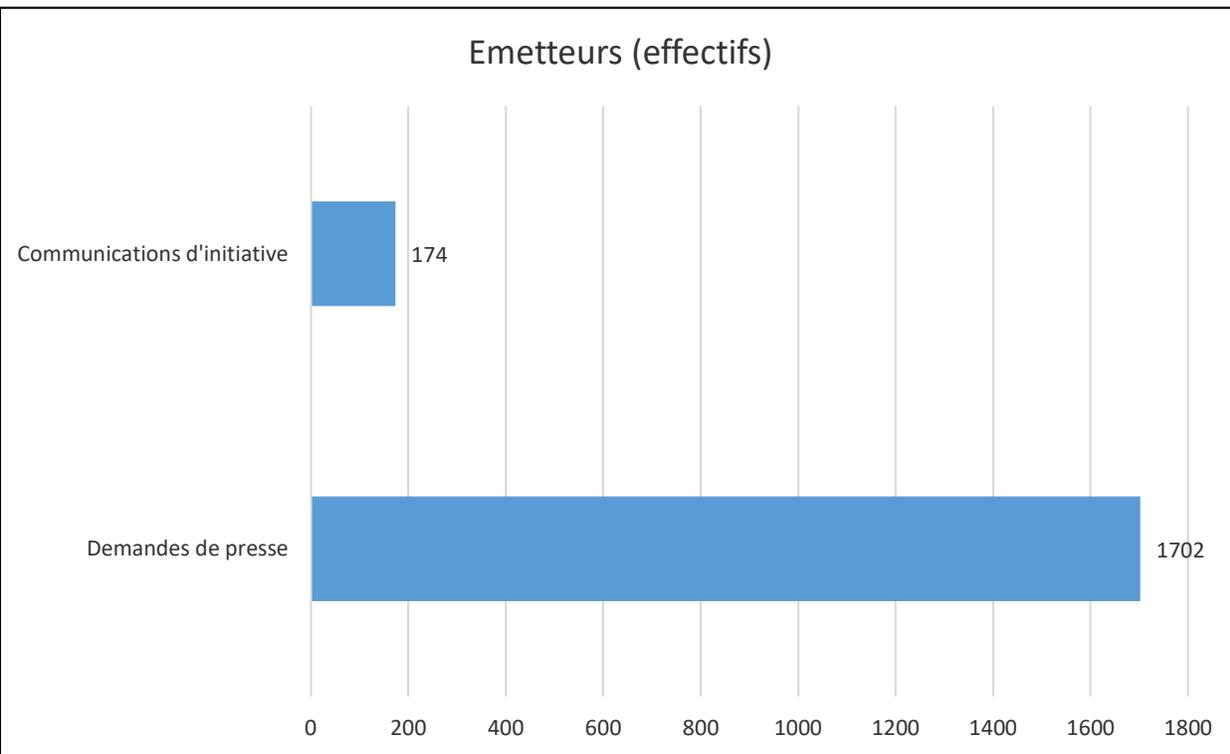
Une analyse exhaustive des années 2010, 2012 et 2014.

Échantillon : le **premier semestre 2010**.

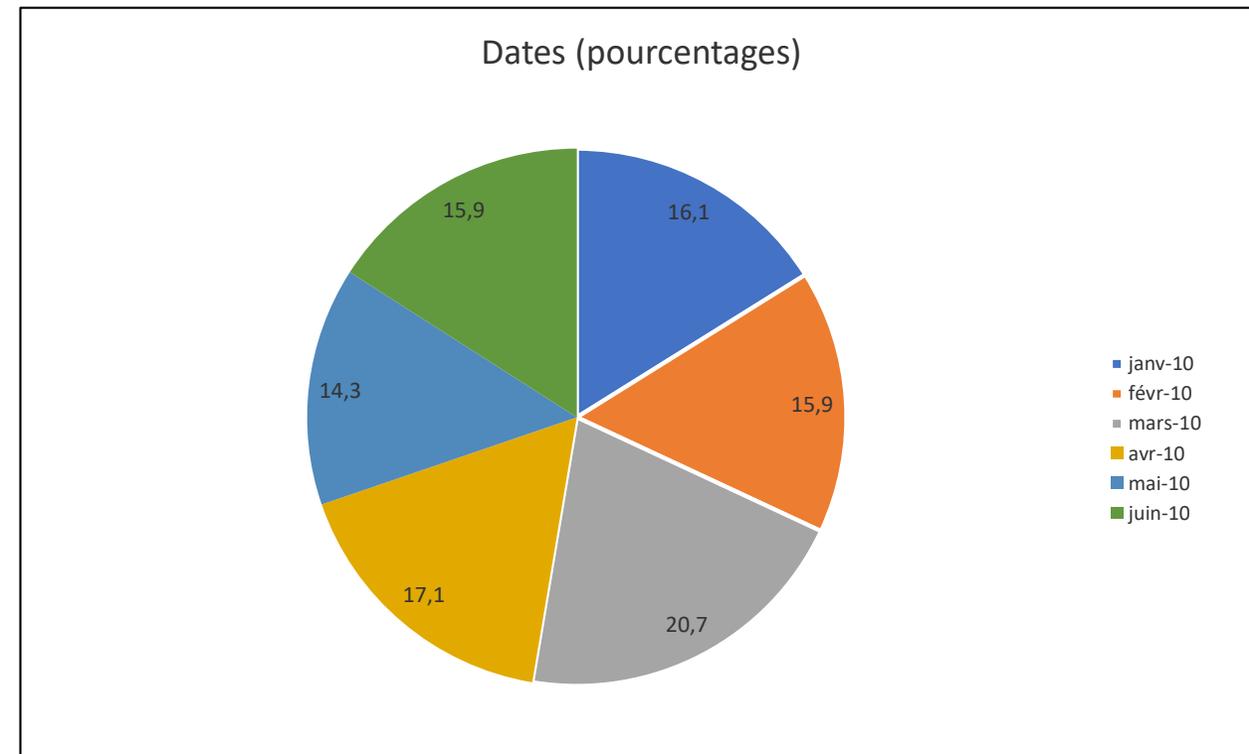
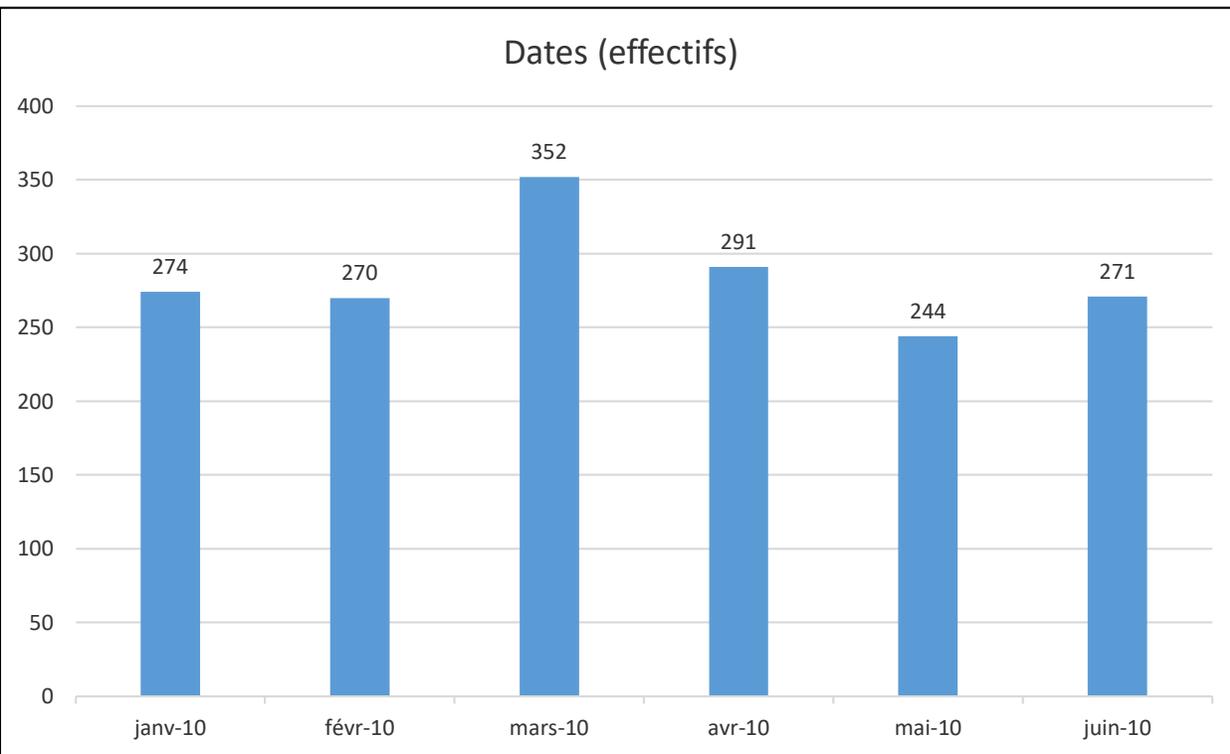
Les demandes de presse et les « communications d'initiative ».

Respectivement **1.702 (n1) et 174 (n2) actualités**.

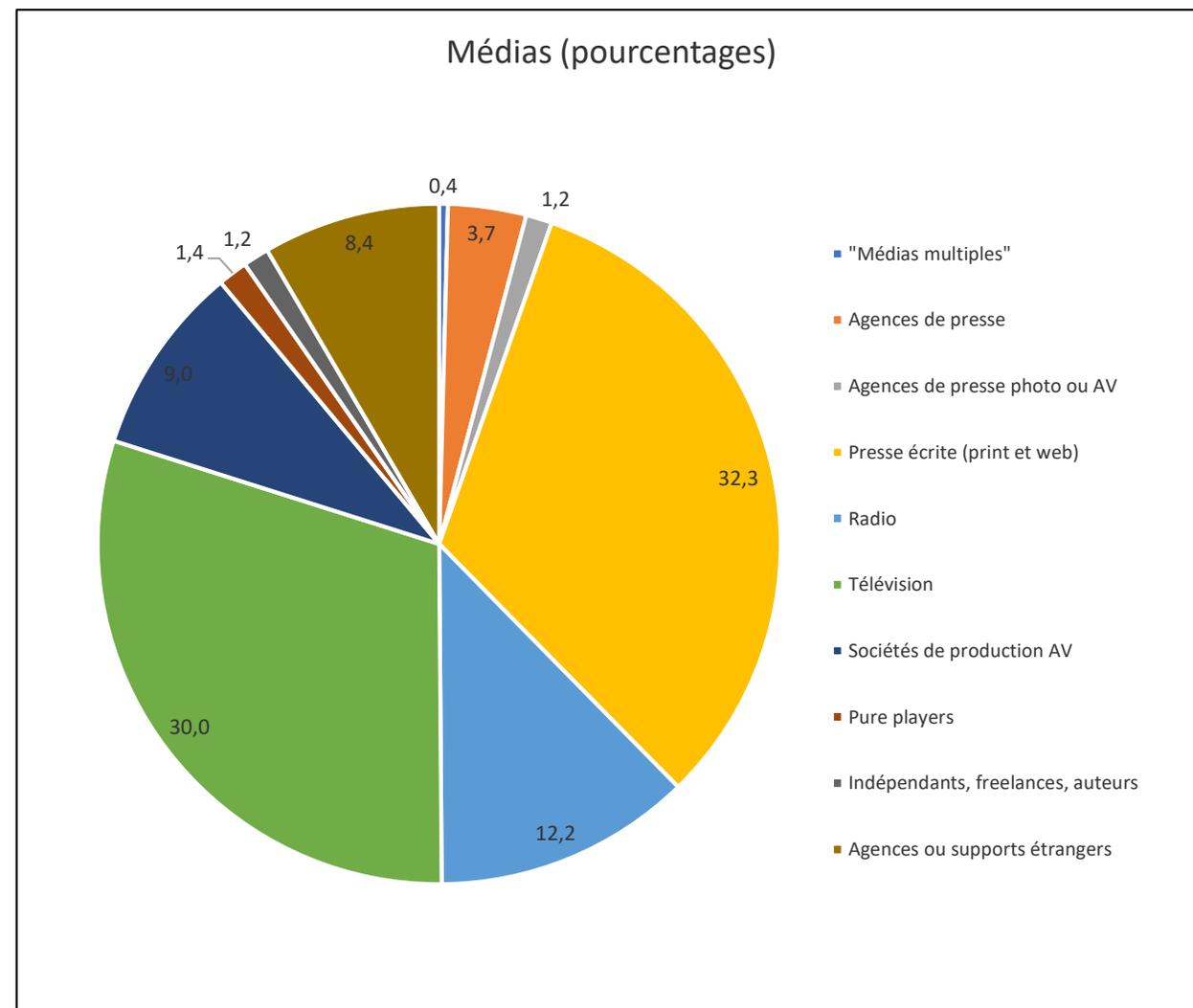
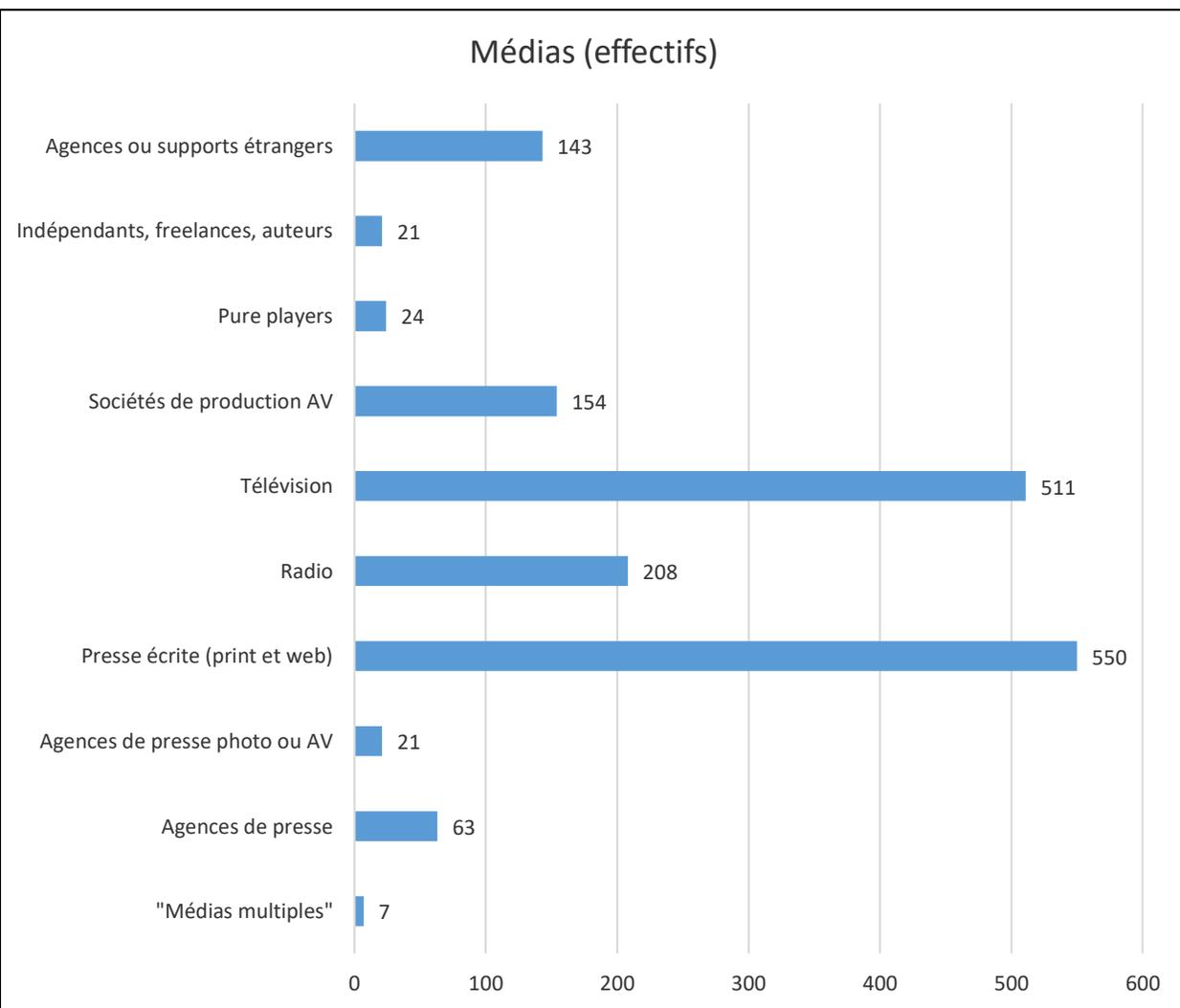
Le ratio demandes de presse / communications d'initiative (n = 1.876)



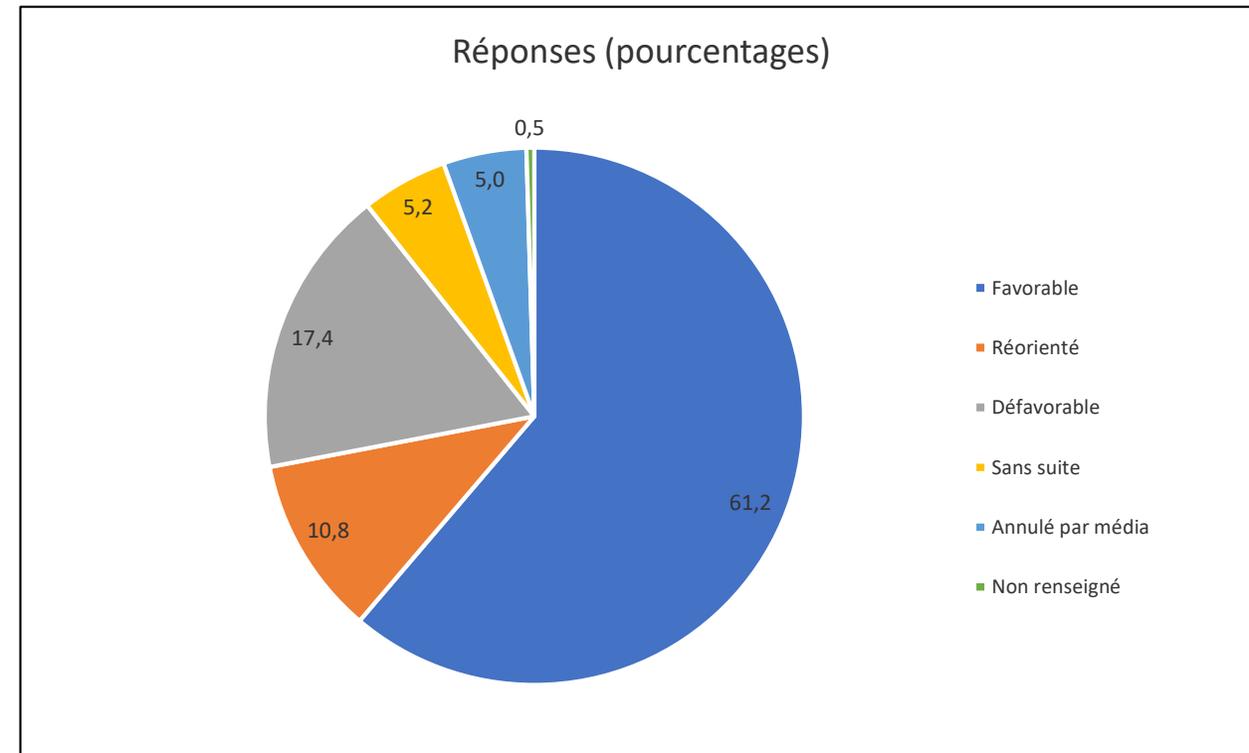
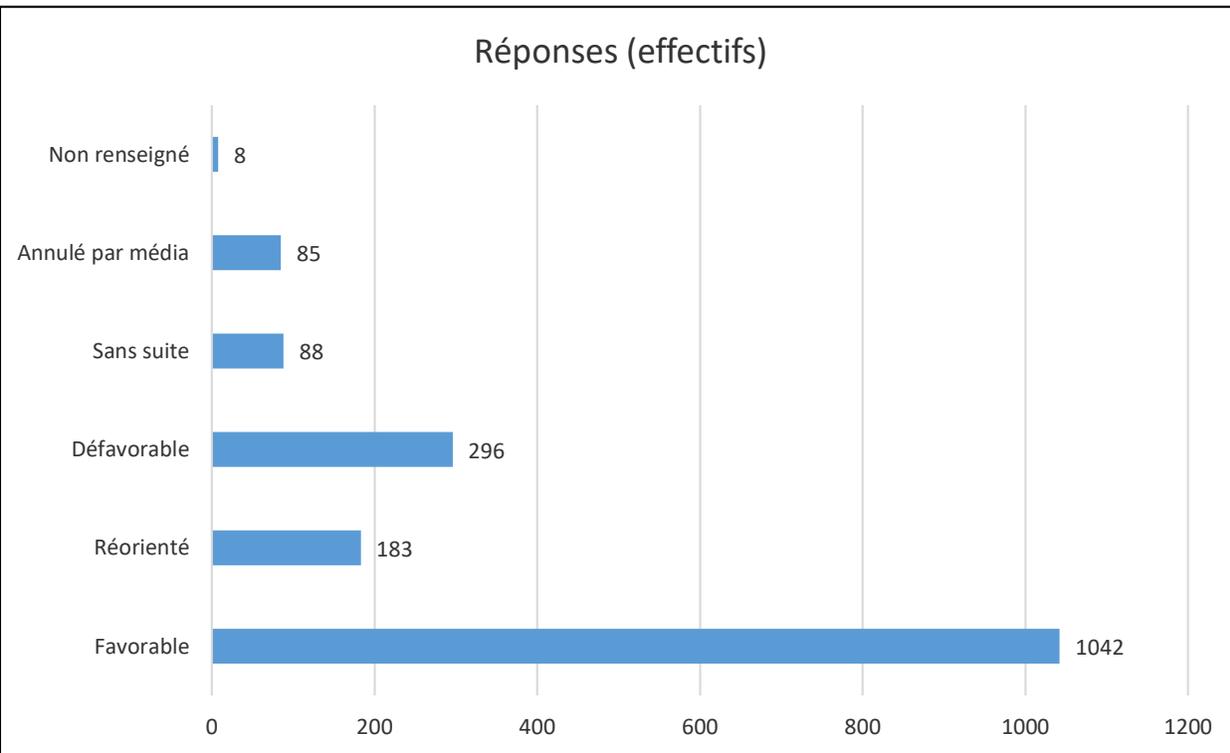
Les **dates** des demandes de presse (n1 = 1.702)



Les médias demandeurs (n1 = 1.702)

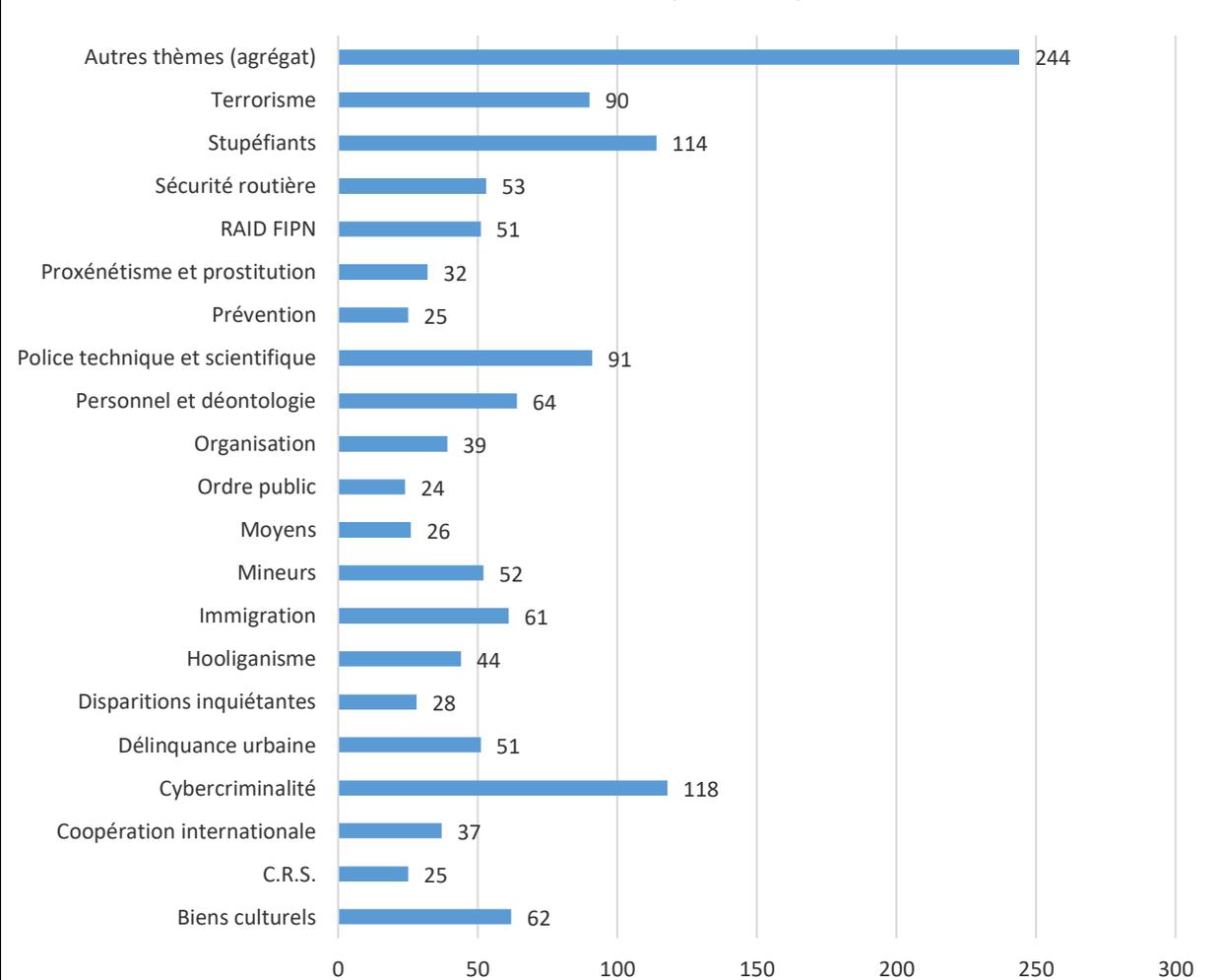


Les réponses aux demandes (n1 = 1.702)

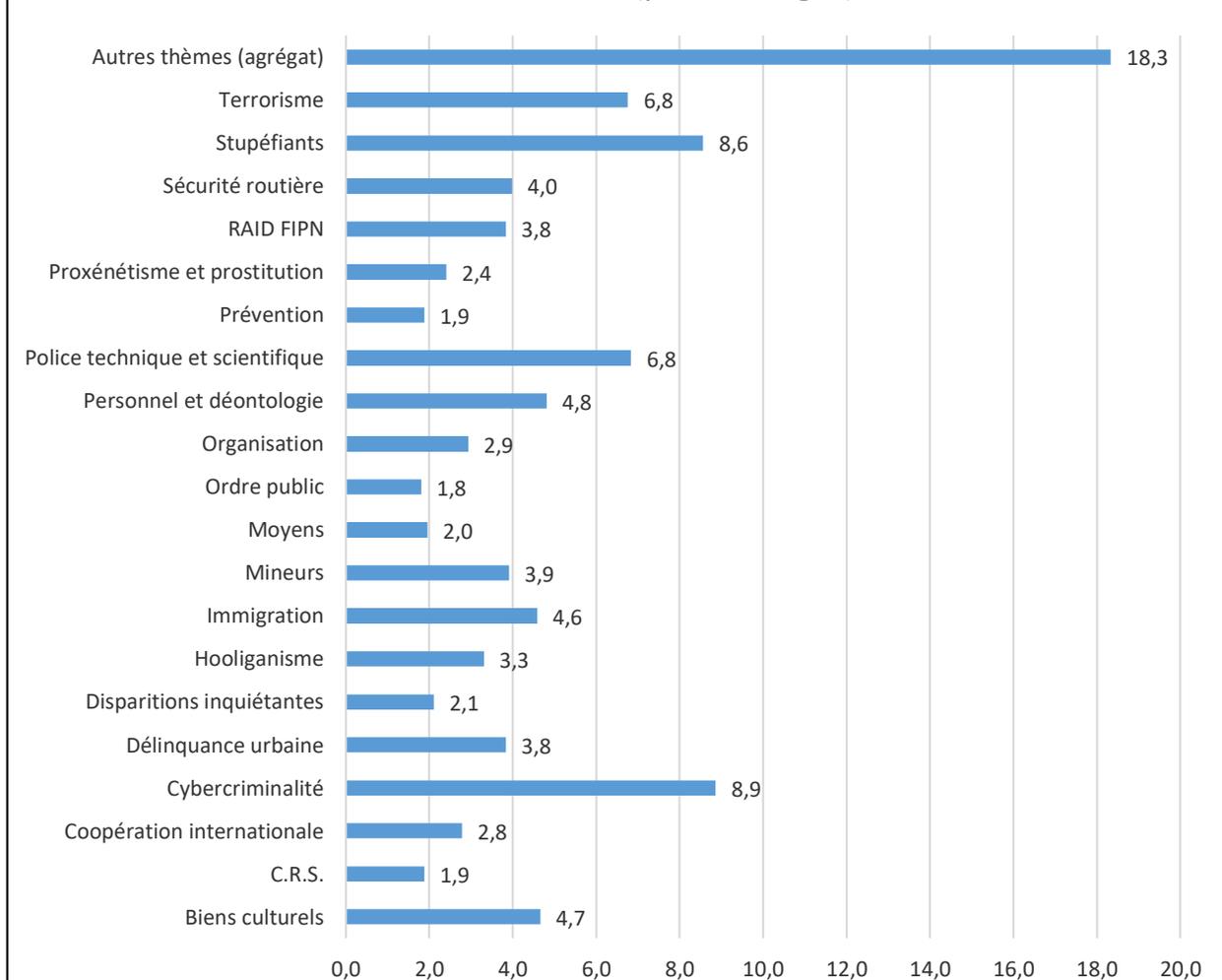


Les thèmes au cœur des demandes (n1 bis = 1.331)

Thèmes sans NR (effectifs)



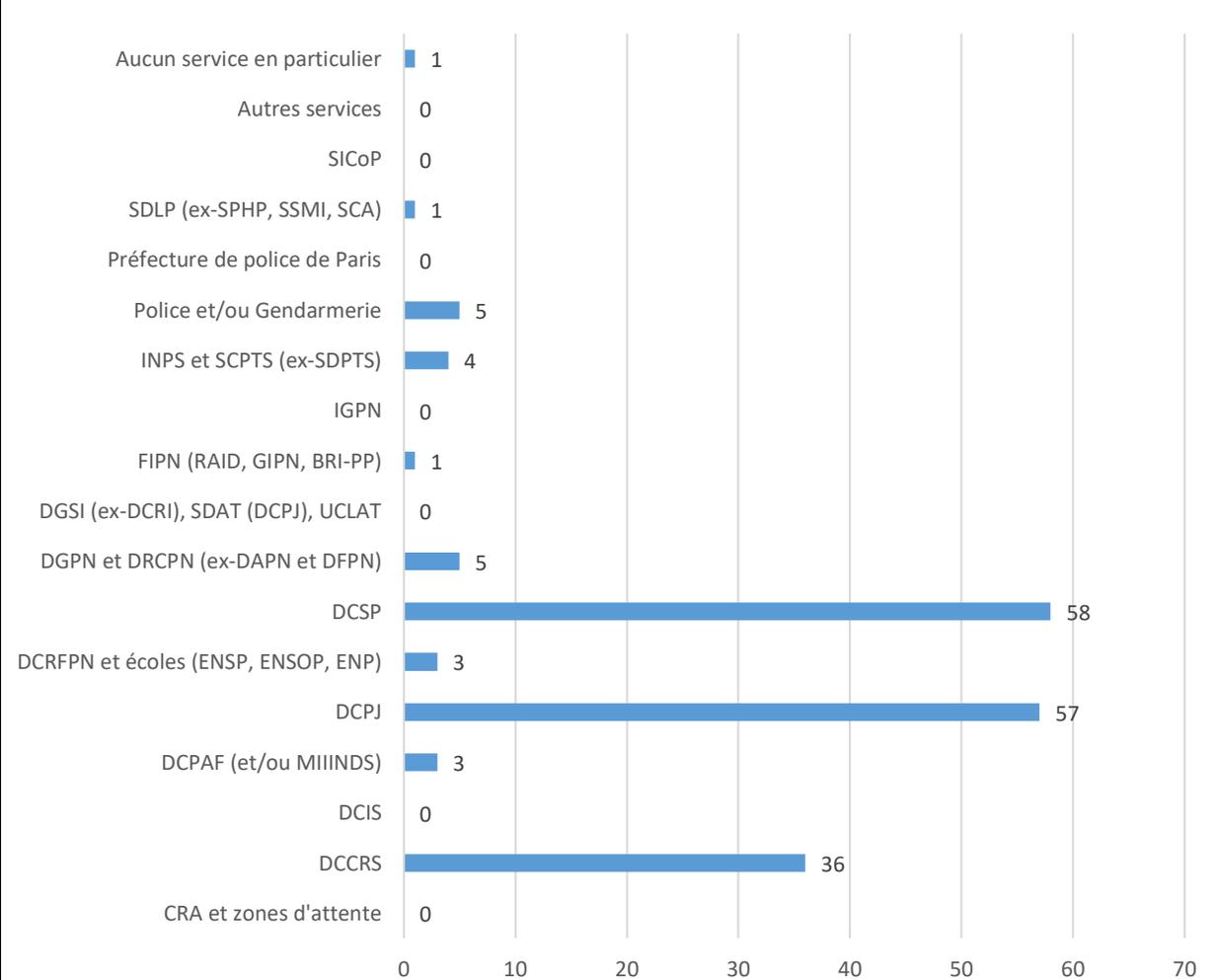
Thèmes sans NR (pourcentages)



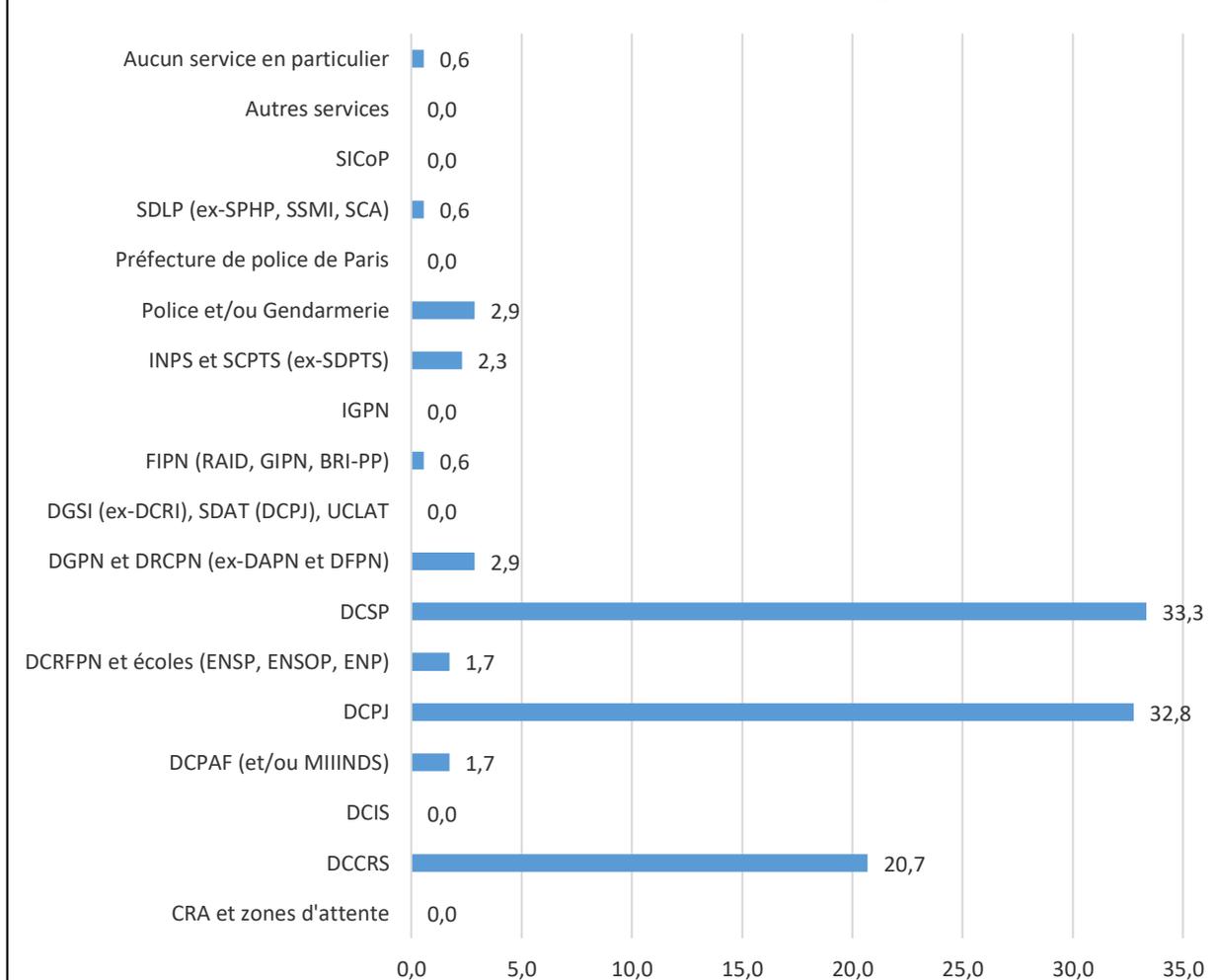
c. Construire la compétence et la déviance

Construire la compétence : les services policiers visibilisés (n2 = 174)

Services policiers visibilisés (effectifs)



Services policiers visibilisés (pourcentages)



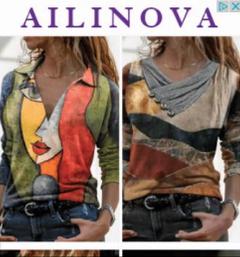
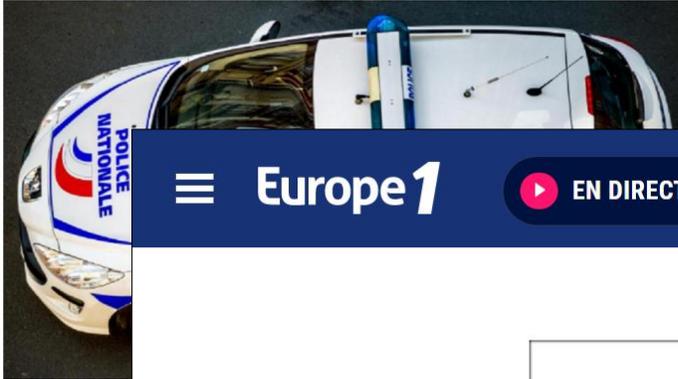
Valoriser les actions héroïques

MENU

LCI Direct LCI Replay LCI JT TF1

Accueil > Toute l'Info > Justice / Faits divers

Draguignan : un homme sauvé des flammes dans sa maison par deux policiers



Un homme, pr
par un équipa
brigadiers a re

29 déc. 2020 19:59

Europe 1 EN DIRECT ISABELLE MORIZET PROGRAMMES MARQUES DE

sage Atteindre l'excellence opérationnelle dans l'industrie

france bleu Ris-Orangis Changer

Infos Sports Culture Vie quotidienne

Insolite

Une policière aide une femme à accoucher en pleine rue à Ris-Orangis en Essonne

Lundi 8 mars 2021 à 15:17 - Par Solène de Larquier, France Bleu Paris, France Bleu

Ris-Orangis

f t e

Une femme a été prise de contractions devant la gare RER de Ris-Orangis au petit matin lundi 8 mars. Les pompiers n'ont pas eu le temps d'arriver jusqu'à elle : ce sont des agents de la Police-secours qui aident la maman à accoucher sur la voie publique, en à peine 20 minutes.



L'agent de Police-Secours Virginie a aidé une jeune femme à accoucher sur la voie publique à Evry lundi 8 mars 2021. - Document remis par la DDSP 91

ACCUEIL / SOCIÉTÉ

A Granville, l'incroyable sauvetage par la police d'une jeune femme prête à se jeter dans le vide

© 05h39, le 13 janvier 2020 , modifié à 08h08, le 13 janvier 2020

AA

« Immersion » journalistique et promotion policière
(« Le 20h », TF1, 3 novembre 2019)



L'efficacité redoutable de la PJ



The screenshot shows the top navigation bar of the Le Monde website. On the left, there is a small thumbnail of the newspaper and a link to "Consulter le journal". In the center is the "Le Monde" logo. On the right, there are links for "Se connecter" and a yellow "S'abonner" button. Below the navigation bar is a horizontal menu with categories: "ACTUALITÉS", "ÉCONOMIE", "VIDÉOS", "DÉBATS", "CULTURE", "LE GOÛT DU MONDE", and "SERVICES", each with a dropdown arrow. A search icon is also present.

SOCIÉTÉ • POLICE ET JUSTICE

Comment la PJ a démantelé une équipe de braqueurs après l'attaque d'un transport de fonds en Allemagne

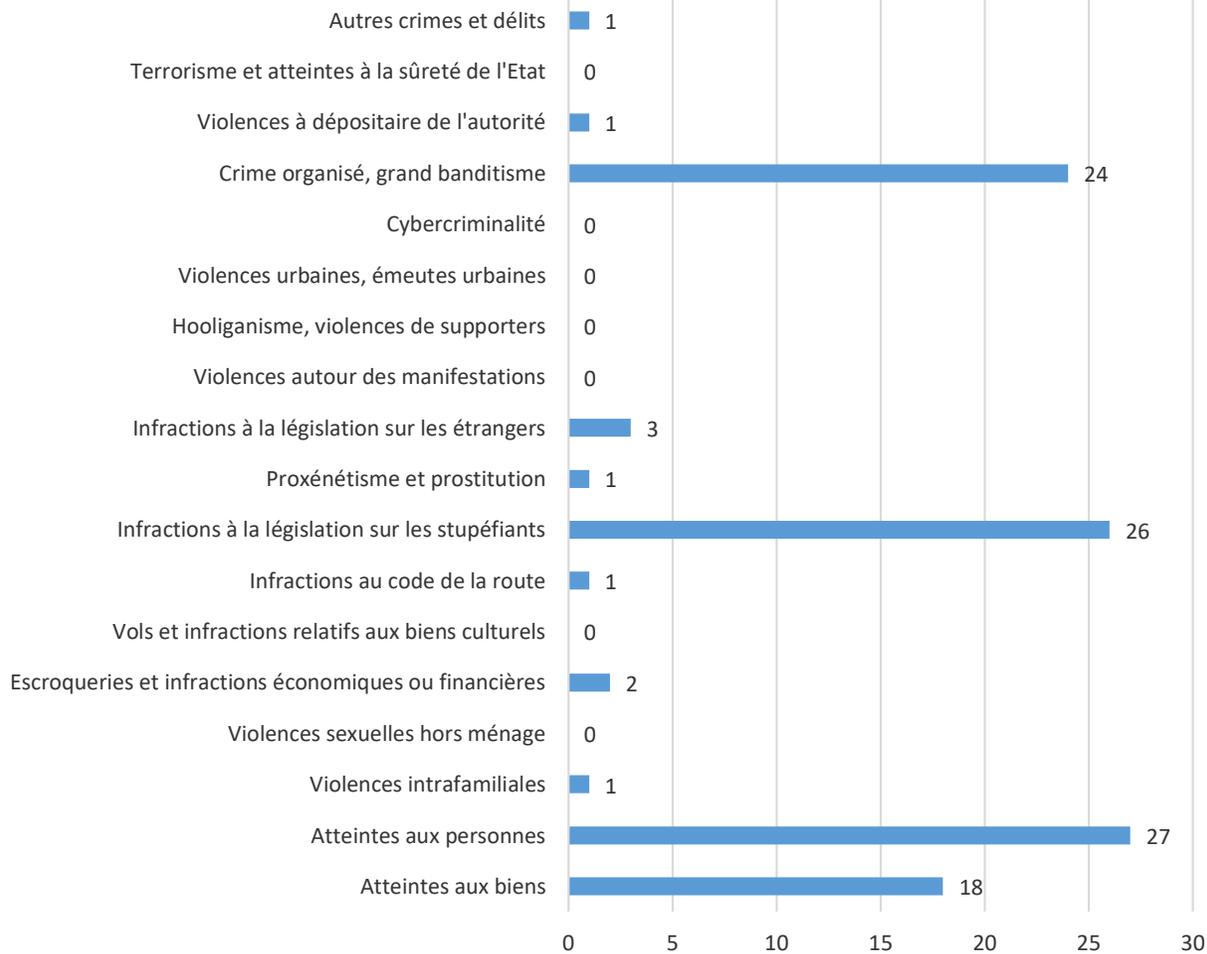
En à peine plus d'un mois, les membres d'un commando associant truands de la région parisienne et « nordistes » ont été interpellés.

Par Antoine Albertini

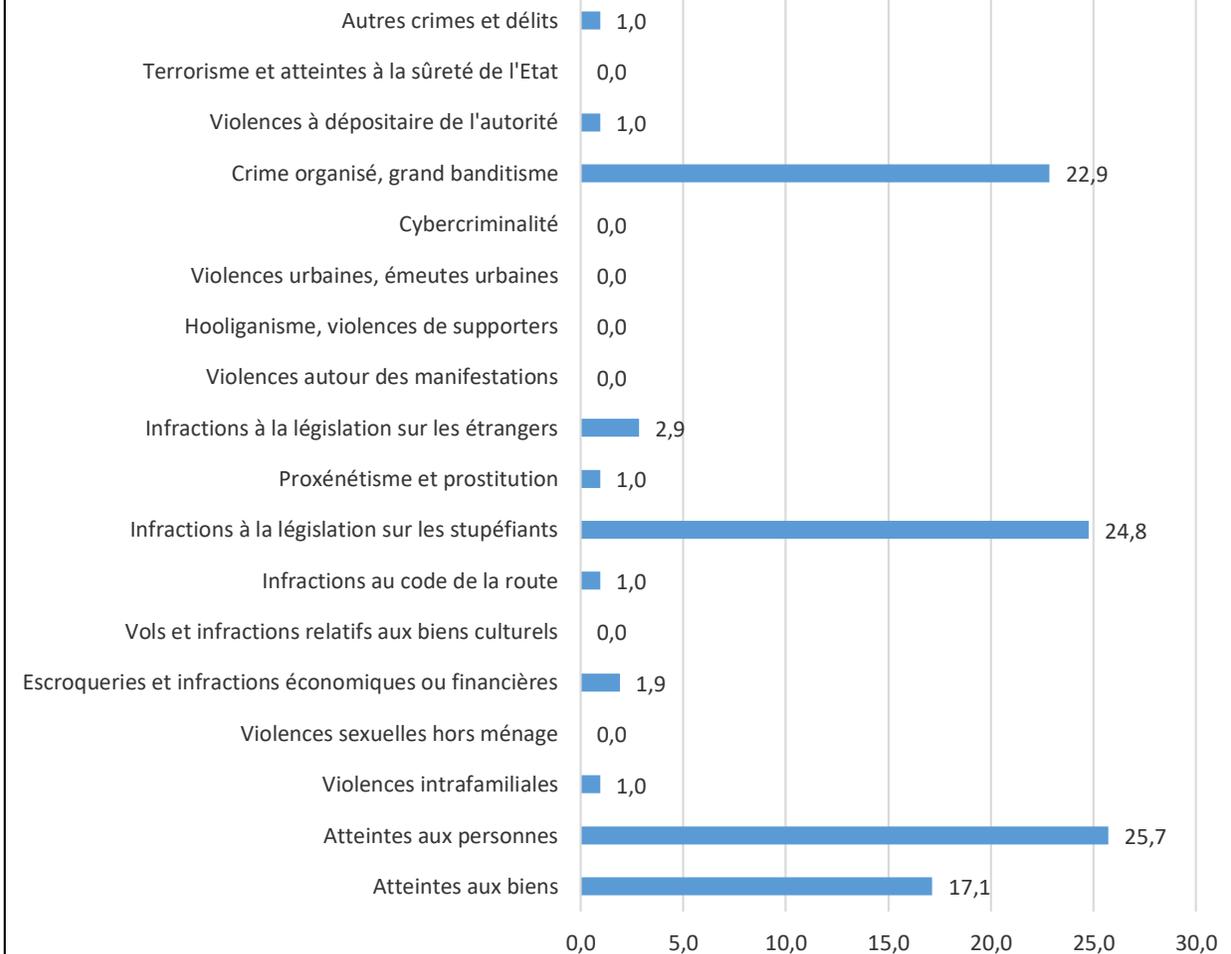
Publié le 22 février 2023 à 18h21, mis à jour le 22 février 2023 à 19h16 •  Lecture 5 min.

Construire les « illégalismes » (Foucault, 1975) : les crimes et délits visibles (n2 bis = 105)

Crimes et délits visibles (effectifs)



Crimes et délits visibles (pourcentages)



Refus d'obtempérer : scandales en série et « riposte » médiatique

Harcèlement Un collégien interpellé en plein cours à Alfortville P.12

Justice Les malfaiteurs repéraient leurs victimes sur Leboncoin P.111

91

Essonne - Mercredi 20 septembre 2023 - N° 24592 - 2 €

Le Parisien



Gad Elmaleh
Son show musical fait un carton

Culture & Lancers - P.23

Ligue des champions Le PSG se rassure et assure le spectacle



Sécurité

Le fléau des refus d'obtempérer

Près de 26 000 cas ont été recensés l'an dernier. Un chiffre affolant pour un phénomène en hausse constante depuis 2015. Les forces de l'ordre font face à des contrevenants aux profils extrêmement variés.



Charles III
La capitale déroule le tapis rouge pour le roi

Politique - P.4 et 5



Carburants
La vente à perte a du plomb dans l'aile

Economie - P.8

2 FAIT DU JOUR

Édito
Le son du sifflet



Jean-Baptiste Isaac
Directeur adjoint de la rédaction

Éno se passe pas une semaine sans qu'un refus d'obtempérer ne soit dénoncé. Nous avons tous en mémoire la mort tragique de Nahel tué par un agent de la police le 27 juin dernier à Nanterre (Hauts-de-Seine). Dans la nuit du 2 au 3 septembre, Tritan, 14, a été mortellement touché à Paris par un chauffeur qui levait un contrôle. On ne compte plus les nombreux policiers et gardiens blessés, parfois grièvement, par des automobilistes qui ne respectent pas les consignes de sécurité.

Refus d'obtempérer : prêts à prendre tous les risques

Déclinaison sur la route des défiances envers l'autorité que les agents de l'État constatent tous les jours, ce type de délit a explosé depuis 2015, avec 25 822 cas l'an dernier. Le profil des contrevenants recouvre une frange très large de conducteurs.



À Nanterre (Hauts-de-Seine), comme à Lisses (Hauts-de-Seine), les drames qui ont coûté la vie à Nahel (19 ans) et à un jeune homme de 16 ans ont été portés par un policier à Nanterre (Hauts-de-Seine), déclenchant une semaine d'émotions en France. Le 5 août, deux jeunes à scooter mouraient à Lisses (Hauts-de-Seine) en tentant de fuir la BAC, qui avait pourtant renoncé à les poursuivre. Le 3 septembre à Paris (13^e), Tritan, un prisonnier de 30 ans, est mortellement touché par un chauffeur qui venait d'échapper à un contrôle.

« L'informe ne fait plus peur, c'est très inquiétant », constate Francis Cabon, avocat spécialisé dans les délits routiers. Ses clients sont de plus en plus souvent « des gens insérés, sans condamnation, qui ont voulu tenter le coup du bon visage gris ».

« Dans ces affaires, il n'y a que de la mauvaise foi », Maryvonne Caillibotte, procureure de la République de Versailles.

Christel Briгаudou et Charles de Saint-Sauver

MAMBY s'est levé, très bas, avant même l'annonce de la mort de Nahel. Le verdict : « Pour le refus d'obtempérer aggravé, vous êtes condamnés à six mois d'emprisonnement... »

« C'est notre fonds de commerce, nous laissons passer les délits routiers », dit-il.

Christel Briгаudou et Charles de Saint-Sauver

UN BIHNOU du genre d'un papou cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

Christel Briгаudou et Charles de Saint-Sauver

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

Le Parisien
Mercredi 20 septembre 2023 - N° 24592



Christel Briгаudou et Charles de Saint-Sauver

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

Le Parisien
Mercredi 20 septembre 2023 - N° 24592



Christel Briгаudou et Charles de Saint-Sauver

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

Le Parisien
Mercredi 20 septembre 2023 - N° 24592



Christel Briгаudou et Charles de Saint-Sauver

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

AU TRIBUNAL | Les explications peu convaincantes des contrevenants devant le juge

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

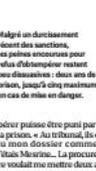
« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...



Christel Briгаudou et Charles de Saint-Sauver

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...



Christel Briгаudou et Charles de Saint-Sauver

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...



Christel Briгаudou et Charles de Saint-Sauver

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...



« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

« Ça va être un moment de panique », plus sagement un risque calculé. Certains font payer cher, d'autres vont droit à bon compte... Faut-il payer cher, d'autres vont droit à bon compte...

Pour ne pas conclure...

Les « politiques du silence »

L'hypothèse de la « **logophobie** » (Foucault, 1971).

Les « **mises en silence** » opérées par le discours (Orlandi, 1996).

Les régions du silence et ses fonctions idéologiques.

Le sous-corpus des réponses « défavorables ».

« En fait la communication c'est simple, c'est qu'est-ce que je veux dire et comment je le dis, qu'est-ce que je ne veux pas dire et comment je le dis. » (Commissaire, homme, 62 ans, conseiller du DGPN, ex-chef du SICoP.)

Les régions et les raisons du silence

Fréquences les plus élevées parmi les 213 réponses « défavorables » :

- « Cybercriminalité »
- « Biens culturels »
- « Stupéfiants »
- Scores de 8,5 à 10,8 %.

En raison de la **tutelle judiciaire** et du secret de l'instruction.

- « Immigration » : 50,8 % des 61 demandes sont défavorables.
- « Terrorisme » : 43,3 % des 90 demandes sont réorientées.

En raison de la **mainmise du pouvoir exécutif** sur les sujets dits « sensibles ».